

REPUBLIQUE DU BURUNDI
PARTIS ET ACTEURS POLITIQUES
DE L'OPPOSITION

Bujumbura, le 3 Juillet 2017

TCPI A:

- Son Excellence John Pombe MAGUFULI, Président de la République Unie de Tanzanie; ;
- Son Excellence Paul KAGAME, Président de la République du Rwanda;
- Son Excellence UHURU Kenyatta, Président de la République du Kenya;
- Son Excellence Salva Kiir MAYARDIT, Président de la République du Sud-Soudan;

Avec les Assurances de Notre Plus Haute
Considération

A Son Excellence Yoweri KAGUTA MUSEVENI,
Président de la République de l'Ouganda, Président
en Exercice de la Communauté des Etats de
l'Afrique de l'Est et Médiateur dans le conflit
burundais

Avec les Assurances de Notre Plus Haute
Considération

OBJET : Déblocage du Dialogue Inter burundais

Excellence, Monsieur le Président,

Depuis plus de deux ans, le Burundi traverse une crise multidimensionnelle résultant de la négation de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi et partant de la Constitution qui en est issue. Malgré que de nombreuses initiatives aient été tentées, d'abord pour éviter la crise, ensuite pour la résoudre, la persistance de cette crise a plongé le peuple burundais dans une détresse matérielle et morale totale qui frise le désespoir.

Les partis politiques et Acteurs politiques de l'opposition, les forces morales et sociales du pays n'ont jamais cessé de dénoncer le manque de volonté politique de la part du Président Pierre NKURUNZIZA, de son parti le CNDD-FDD et de leurs institutions de facto à s'engager vers une solution durable à la crise.

Il importe ici de rappeler la correspondance que nous avons adressée aux Chefs d'Etats de la Communauté de l'Afrique de l'Est le 07 avril 2017 où nous exprimions notre crainte pour un risque humanitaire au Burundi.

(Handwritten signatures and initials)

Excellence Monsieur le Président,

Le constat qui s'impose aujourd'hui à tous, est que le pouvoir CNDD-FDD refuse le dialogue pour sortir le pays de la très grave crise où il l'a lui-même plongé. Ce manque de volonté politique se laisse transparaître, d'une part, à travers la poursuite des abus et exactions dont l'objectif est de semer la terreur et la zizanie pour garder le statu quo et d'autre part, à travers une attitude de refus et de blocage matérialisée par les quatre éléments suivants :

1. Les manœuvres dilatoires du Gouvernement durant tout le processus du dialogue inter burundais

Pour des raisons inavouées, le Gouvernement refuse de s'asseoir, tantôt avec le CNARED, tantôt avec les personnes recherchées par la justice, sachant que le CNARED et ces poursuites judiciaires sont justement des conséquences du conflit et non des causes. Ces manœuvres matérialisées notamment par les nombreux reports des Sommets des Chefs d'Etats de la Communauté de l'Afrique de l'Est, ainsi que les reports et absences répétées aux différentes sessions convoquées par la Médiation, expliquent en grande partie l'enlisement de ce dialogue.

2. La démarche de révision de la Constitution

En 2014, à l'initiative de l'Assemblée Nationale, un forum regroupant les Institutions de la République, les partis politiques agréés, les organisations de la Société Civile et les Confessions religieuses avait été organisé et un compromis sur les dispositions à amender avait été trouvé. Mais comme le pouvoir CNDD-FDD n'avait pas obtenu les amendements qu'il souhaitait, il a cherché à contourner la démarche en forçant un vote à l'Assemblée Nationale qui a lui-même échoué.

Depuis 2013, le pouvoir CNDD-FDD a cherché à rééditer l'exploit à travers l'organisation d'un pseudo-processus de dialogue interne confié à la Commission Nationale de Dialogue Inter burundais (CNDI) unilatéralement créée et devant en outre récolter les avis des personnes triées sur le volet, pour simuler une demande populaire de révision constitutionnelle.

En application des recommandations issues du rapport de cette Commission, le Gouvernement de facto vient d'initier un processus de révision de la Constitution qui va lui permettre d'enterrer l'essentiel de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, et mettre ainsi tout le monde devant le fait accompli : le peuple burundais, la Médiation, la Sous-région et finalement la Communauté Internationale. Dans cette perspective, une Commission chargée de proposer le projet d'amendements de la Constitution a été mis en place en violation flagrante de l'article 299 de la Constitution de la République du Burundi qui stipule que: « Aucune procédure de révision ne peut être retenue si elle porte atteinte à l'unité nationale, à la cohésion du peuple burundais, à la laïcité de l'Etat, à la Réconciliation, à la démocratie, à l'intégrité du territoire de la République ».

AMM. D EN HJN

3. La préparation de la Feuille de route pour les élections de 2020

Alors que le contentieux électoral de 2015 n'est pas encore vidé, le Gouvernement de facto de Bujumbura cherche à tout prix à engager la classe politique à élaborer une Feuille de Route pour les élections de 2020. Outre que la conjoncture politico-sécuritaire, socio-économique et humanitaire ne le permet pas, il serait regrettable que la Médiation perde de vue que la crise actuelle est une conséquence directe d'un processus électoral illégal et unilatéral, si bien que rééditer la même expérience pour les élections de 2020 aboutirait à une crise encore plus grave que celle en cours. Nous reconnaissons que les élections libres, apaisées et transparentes est l'une des actions importantes pour sortir le pays de la crise dans laquelle il est plongé depuis avril 2015. Toutefois, ces dernières doivent être l'aboutissement d'un long processus qui suppose la réalisation de plusieurs actions préalables dont particulièrement l'assainissement du climat politico-sécuritaire en cours et le déverrouillage de l'espace politico-médiatique.

4. Le rejet du dialogue inclusif organisé à Arusha

Oubliant l'entière responsabilité du gouvernement burundais dans l'enlèvement actuel du dialogue inter burundais, le Conseil National de Sécurité du Burundi vient d'en appeler à son rapatriement dans une réunion tenue le 23 juin 2017, au motif que le Facilitateur, le Président W. Benjamin MKAPA n'a pas pu le conclure avec le mois de juin comme il l'avait lui-même promis. Cet appel vient d'être relayé par une réunion que le ministre de l'Intérieur a organisée le 27 du même mois avec 27 partis politiques, tous alliés au CNDD-FDD. Cette démarche n'a d'autre but que de faire échec au dialogue interne inclusif que venait d'initier l'Ombudsman burundais dans le but de donner des contributions utiles au dialogue d'Arusha ; mais dont le CNDD-FDD s'est vite rendu compte qu'il ne pouvait l'orienter à son gré du fait de la présence des forces politiques de l'Opposition.

A travers le rapatriement de ce dialogue, le CNDD-FDD cherche à obtenir la révision de la Constitution pour mettre fin au système politique inclusif négocié à Arusha, et donc réinstaurer un système politique basé sur l'exclusion et remettre définitivement en cause les acquis de l'Accord d'Arusha. En rapatriant le dialogue, le CNDD-FDD cherche à refuser la médiation et s'assurer ainsi qu'il reste le seul maître du processus électoral de 2020, de manière à lui garantir une victoire sans partage.

Compte tenu de ce qui précède, les responsables des partis politiques et leaders de l'opposition signataires de la présente voudraient demander à votre Excellence ce qui suit:

- 1° Prendre acte du refus du Gouvernement de facto de Bujumbura de dialoguer avec l'opposition pour sortir le Burundi de la crise multidimensionnelle et agir en conséquence.
- 2° Exercer toute forme de pressions possibles sur le même Gouvernement pour arrêter toute forme de violences en cours et l'amener à accepter de participer au dialogue inclusif sans condition et sans délais.

3° S'engager résolument et fermement à accélérer le dialogue pour arriver à un compromis dans les meilleurs délais pour redonner de l'espoir au peuple burundais.

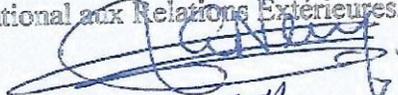
A la Sous-Région et à la Communauté Internationale,

Nous demandons de mesurer à leur juste valeur les conséquences qu'entraînerait l'échec du dialogue inter burundais, non seulement sur la paix dans la sous-région, mais également par rapport à la crédibilité et à la viabilité de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est, dont l'un des objectifs est de garantir « *la promotion de la paix, de la sécurité, de la stabilité et du bon voisinage entre les Etats membres* ». Au-delà de la sous-région, un tel échec reposerait pertinemment la question de la raison d'être des organisations sous régionales, régionales et internationales, et de leurs capacités à préserver la paix et la sécurité dans le monde. En effet, comment comprendre que des résolutions prises par le Conseil de sécurité des Nations Unies et l'Union africaine sont banalisées par un gouvernement illégal sans que cela suscite une réaction de la communauté internationale ?

Confiants de l'intérêt que Votre Excellence accordera à ce cri d'alarme, nous vous prions de croire, Excellence Monsieur le Président, à l'expression de Notre plus Haute Considération

Les signataires

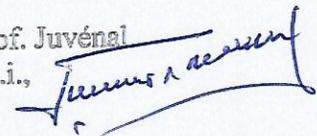
1. Pour le FNL- Amizero y'Abarundi, Nestor GIRUKWISHAKA, Secrétaire National aux Relations Extérieures,



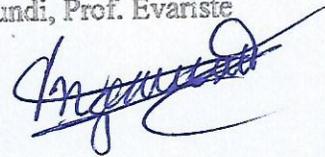
2. Pour le FRODEBU, Hon. Ndayize NGENDAKUMANA, Vice-Président,



3. Pour le MRC-Rurenzangemero, Prof. Juvénal NGORWANUBUSA, Président a.i.,



4. Pour l'UPRONA - Amizero y'Abarundi, Prof. Evariste NGAYIMPENDA, Président a.i.



CPIA :

- S.E. Monsieur le Président W. Benjamin MKAPA, Facilitateur dans le Conflit Inter burundais ;
- Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies ;
- Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine ;
- Missions diplomatiques accréditées à Bujumbura (toutes) ;

Avec les assurances de notre haute considération